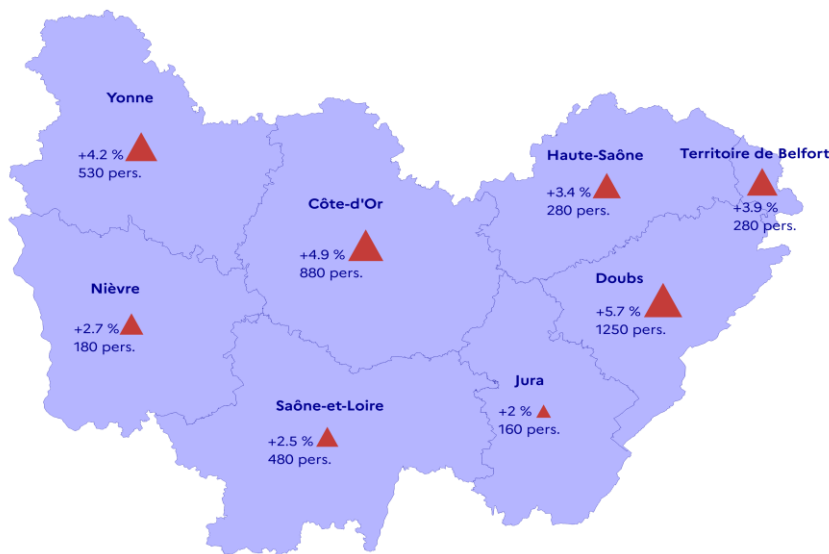


MARCHÉ DU TRAVAIL, ÉCONOMIE ET SOLIDARITÉS DÉPARTEMENT DE LA NIÈVRE

ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI (CAT. A) AU 4^{ÈME} TRIMESTRE 2024 (EN % ET EN NOMBRE)



France métropolitaine : Evolution DEFM Cat. A :
+ 4,0 % par rapport au 3^{ème} trimestre 2024

Source : France Travail-Dares, STMT

Au troisième trimestre 2024

L'emploi salarié est stable dans la Nièvre par rapport au 2^e trimestre 2024. Hors intérim, les services non marchands enregistrent une légère hausse de leurs effectifs. Les autres secteurs, comme l'industrie et la construction, maintiennent leur niveau d'emploi du trimestre précédent. Dans les services marchands, les secteurs de l'hébergement-restauration et des transports-entrepôt montrent un dynamisme insuffisant pour compenser les pertes enregistrées dans les autres secteurs, notamment les services à destination des ménages. Sur un an, l'emploi salarié recule contre +0,2 % au niveau régional. Le recours à l'intérim est dynamique dans le commerce. Il redémarre dans les autres secteurs sauf dans l'industrie. L'activité partielle est peu sollicitée. Sur un an, le nombre de foyers bénéficiaires du RSA (environ 5 700) augmente (+1,1 %, soit +60 foyers), une hausse annuelle supérieure à celle enregistrée en région.

Au quatrième trimestre 2024

Le volume d'heures autorisées pour recourir à l'activité partielle tend à augmenter par rapport au 3^e trimestre. Les défaillances d'entreprises augmentent par rapport à la même période en 2023 mais les emplois menacés sont moins nombreux. Le marché du travail est impacté par l'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A (sans activité), tant au niveau départemental que régional. Deux facteurs expliquent cette situation. D'une part, la conjoncture économique moins favorable a entraîné une baisse des reprises d'emploi ou d'entrées en formation. D'autre part, les changements réglementaires, notamment l'évolution du formulaire d'actualisation de France Travail, déployée en novembre 2024, ont également contribué à cette hausse. Au total, le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C augmente de 0,3 % comparativement au 3^e trimestre 2024.

CHIFFRES CLÉS

• DEMANDEURS D'EMPLOI EN FIN DE MOIS (DONNÉES CVS)

Cat. A : **6 810** (+ 2,7 % sur un trim.)
Cat. B, C : **5 260** (- 2,6 % sur un trim.)
Cat. A, B, C : **12 070** (+ 0,3 % sur un trim.)

• TAUX DE CHÔMAGE (DONNÉES CVS)

6,9 % au 3^{ème} trimestre 2024
+ 0,1 pt par rapport au 2^{ème} Trim. 2024
(France métropolitaine : 7,2 % ; + 0,1 pt)

• EMPLOI SALARIÉ

64 710 au 3^{ème} trimestre 2024
- 0,1 % par rapport au 2^{ème} Trim. 2024

• RECOURS À L'INTÉRIM

1 600 intérimaires au 3^{ème} trimestre 2024
+ 0,6 % par rapport au 2^{ème} Trim. 2024

Directeur de la publication : Simon-Pierre Eury

Conception et réalisation : Service Études Statistiques Évaluation (SESE)

Direction Régionale de l'Économie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DREETS)
de Bourgogne-Franche-Comté - 5 place Jean Cornet - 25041 Besançon Cedex

www.bourgogne-franche-comte.dreets.gouv.fr

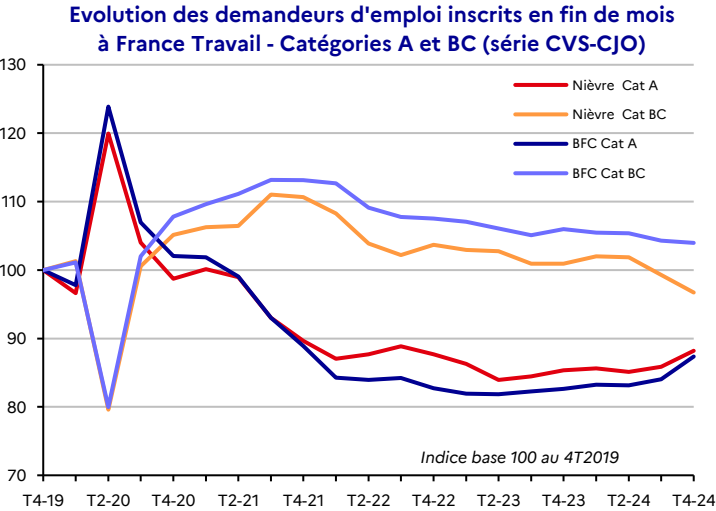
Pour toute demande d'information : dreets-bfc.statistiques@dreets.gouv.fr

4^{ème} Trimestre 2024

Les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois				
	T4 2024	Var. (en %) sur		
		1 trim.	1 an	
Nièvre :				
Données CVS-CJO				
Catégorie A	6 810	+2,7	+3,3	
Catégories B, C	5 260	-2,6	-4,2	
Catégories A, B, C	12 070	+0,3	-0,1	
Bourgogne-Franche-Comté :				
Données CVS-CJO				
Catégorie A	106 230	+4,0	+5,7	
Catégories B, C	93 500	-0,4	-1,9	
Catégories A, B, C	199 740	+1,9	+2,0	

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares



Avertissement : Entre octobre et novembre 2024, une évolution dans le formulaire d'actualisation a conduit à augmenter le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A, et à réduire d'autant le nombre de demandeurs d'emploi en catégories B et C, sans modifier le nombre total de demandeurs d'emploi en catégories ABC.

Données CVS-CJO	Nièvre			BFC	
	T4 2024	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an
Catégorie A					
Hommes	3 730	+5,1	+4,8	+4,0	+7,0
< 25 ans	590	+13,5	+3,5	+6,6	+8,5
25 - 49 ans	2 040	+4,6	+5,7	+3,8	+7,0
50 ans et plus	1 100	+1,9	+3,8	+3,3	+6,0
Femmes	3 080	0,0	+1,7	+3,9	+4,3
< 25 ans	470	0,0	+4,4	+7,6	+7,0
25 - 49 ans	1 660	+0,6	0,0	+3,5	+4,0
50 ans et plus	950	-1,0	+3,3	+2,9	+3,7
Total	6 810	+2,7	+3,3	+4,0	+5,7
< 25 ans	1 060	+7,1	+2,9	+7,0	+7,7
25 - 49 ans	3 700	+2,8	+3,4	+3,6	+5,6
50 ans et plus	2 050	+1,0	+3,5	+3,1	+4,9

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Données CVS-CJO	Nièvre			BFC	
	T4 2024	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an
Catégories A, B, C					
Hommes	6 050	+1,9	+0,7	+2,2	+3,1
< 25 ans	920	+4,5	+1,1	+2,7	+3,2
25 - 49 ans	3 410	+2,1	+1,5	+2,2	+2,8
50 ans et plus	1 710	-0,6	-1,7	+2,0	+3,8
Femmes	6 020	-1,1	-0,8	+1,6	+0,9
< 25 ans	800	-1,2	+1,3	+3,4	+3,0
25 - 49 ans	3 330	-1,2	-1,8	+1,7	+0,6
50 ans et plus	1 890	-1,0	0,0	+0,5	+0,7
Total	12 070	+0,3	-0,1	+1,9	+2,0
< 25 ans	1 730	+2,4	+1,8	+3,1	+3,1
25 - 49 ans	6 740	+0,4	-0,1	+2,0	+1,7
50 ans et plus	3 610	-0,6	-0,8	+1,2	+2,1

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Depuis 2018, la publication commune Dares-France Travail est trimestrielle et présente la moyenne sur le trimestre passé du nombre de demandeurs d'emploi inscrits, ainsi que les flux d'entrées et de sorties. La moyenne trimestrielle correspond à la somme des effectifs ou des flux pour les trois mois du trimestre considéré, divisée par trois. En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Les catégories de demandeurs d'emploi :

- **catégorie A :** demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, sans emploi ;
- **catégorie B :** demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite courte (de 78 h ou moins sur un mois) ;
- **catégorie C :** demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 h sur un mois) ;
- **catégorie D :** demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi (en raison d'une formation, d'une maladie...) y compris les demandeurs d'emploi en contrat de sécurisation professionnelle (CSP), sans emploi ;
- **catégorie E :** demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi, en emploi (par exemple, bénéficiaires de contrats aidés, créateurs d'entreprise).

Ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO	Nièvre			BFC	
	T4	Var. (en %) sur		Var. (en %) sur	
	2024	1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Catégories A, B, C					
Moins de 1 an	6 710	0,0	-1,5	+2,3	+2,5
DELD :					
1 à 2 ans	2 350	+1,7	+4,0	+2,4	+4,1
2 à 3 ans	1 100	+2,8	+2,8	+3,1	+7,8
3 ans et plus	1 910	-1,5	-1,5	-0,9	-5,1
Total DELD	5 360	+0,8	+1,5	+1,3	+1,4
Part des DELD	44,4%	+0,2 pt	+0,7 pt	-0,3 pt	-0,3 pt

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Les demandeurs d'emploi indemnisés

Données brutes provisoires	T3	Moyenne annuelle	
	2024	2024	2023
Assurance chômage	5 440	5 420	5 320
Solidarité - Etat	690	690	720
Autres	160	180	180
Total DE indemnisés	6 290	6 110	6 040
Formation	210	300	360
Part des DE indemnisés* :			
Nièvre :	47,9%		
BFC	47,8%		

Source : France Travail

*Part des DE indemnisés : Total des Demandeurs d'Emploi indemnisés / DEFM de Cat. A, B, C, D, E en données brutes

Avertissement : conformément à la méthodologie utilisée par France Travail pour le calcul des demandeurs d'emploi indemnisés, les dernières données sont des estimations. Elles sont rendues définitives en glissement annuel avec un recul de 6 mois.

Les flux d'entrées à France Travail par motif

Données brutes	Nièvre			BFC	
	T4	Var. annuelle		Var. annuelle	
	2024	en nbre	en %	en nbre	en %
Catégories A, B, C					
Fin de contrat	235	-9	-3,6	-41	-1,1
Fin de mission d'intérim	68	-5	-6,8	-107	-6,3
Démission	72	+6	+8,5	-59	-5,1
Rupture conventionnelle	60	-11	-15,4	-37	-3,0
Licenc. économique	18	-1	-5,4	+95	+29,7
Autre licenciement	81	+11	+15,1	-3	-0,2
Première entrée ⁽¹⁾	74	+10	+15,1	+17	+1,8
Retour d'inactivité ⁽²⁾	209	-52	-19,8	-189	-5,4
Réinscription rapide ⁽³⁾	211	-44	-17,3	-194	-5,6
Autre motif ⁽⁴⁾	78	+2	+2,6	+208	+16,2
Motif indéterminé	102	-21	-16,8	+44	+2,7
Total	1 208	-114	-8,6	-266	-1,3

- (1) Inscription à France Travail d'une personne qui se présente pour la première fois sur le marché du travail, notamment lorsqu'elle vient d'achever ses études ou lorsqu'elle était auparavant inactive.
- (2) Recherche d'un emploi après une période d'inactivité, fin de maladie ou de maternité, fin de formation.
- (3) Réinscription après une sortie de courte durée (suite à un défaut d'actualisation, une radiation administrative, une période d'inactivité...).
- (4) Fin d'activité non salariée, retour en France, recherche d'un autre emploi.

Les flux de sorties à France Travail par motif

Données brutes	Nièvre			BFC	
	T4	Var. annuelle		Var. annuelle	
	2024	en nbre	en %	en nbre	en %
Catégories A, B, C					
Reprise d'emploi déclaré ⁽¹⁾	165	-28	-14,7	-554	-19,7
Entrée en stage ou formation	135	-41	-23,3	-441	-16,8
Arrêt de recherche**	124	0	+0,3	-13	-0,7
dont maladie	69	-4	-5,1	-44	-3,7
Cessation d'inscription pour défaut d'actualisation	533	-7	-1,2	+210	+2,3
Radiation administrative	118	-46	-28,0	-283	-13,5
Autre cas ⁽²⁾	102	-10	-8,9	-112	-6,4
Total	1 178	-132	-10,1	-1 193	-5,9

**Maternité, maladie, retraite...

(1) Uniquement celles connues de France Travail.

(2) Déménagement, titre de séjour non valide, absence du lieu de résidence supérieure à 35 jours, etc.

La demande d'emploi par territoire*

* Définition Arrondissements

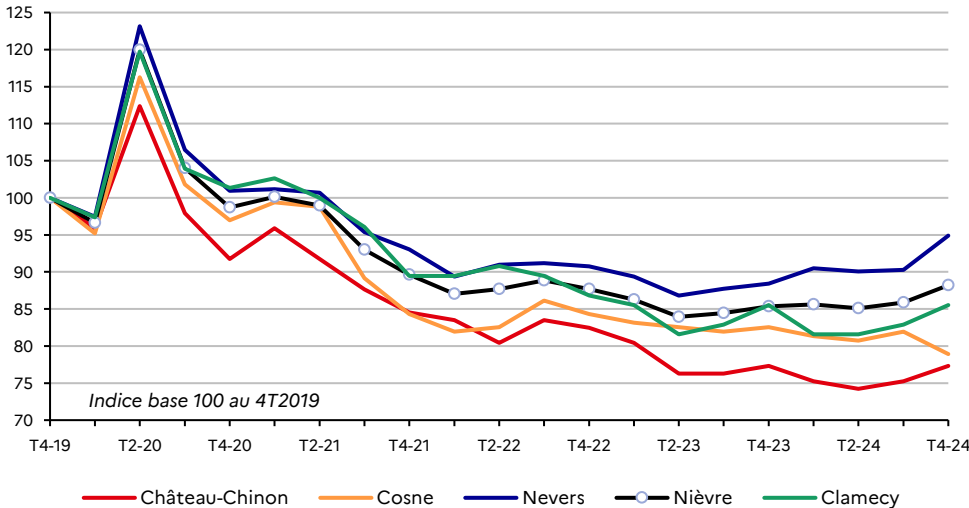
Les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Données CVS-CJO	T4 2024	Var. (en %) sur		Part (en %) des			Indicateur de chômage*
Catégorie A		1 Trim.	1 an	Femmes	-25 ans	Seniors	
Château-Chinon	750	+2,7	0,0	46,7	12,0	40,0	7,5
Cosne	1 310	-3,7	-4,4	46,6	12,2	34,4	7,9
Clamecy	650	+3,2	0,0	43,1	13,9	32,3	8,5
Nevers	4 100	+5,1	+7,3	44,6	17,6	26,6	8,8
Nièvre	6 810	+2,7	+3,3	45,2	15,6	30,1	8,4

Attention : cet indicateur est calculé pour apprécier l'importance du chômage dans les arrondissements. Sa valeur n'est pas comparable avec le taux de chômage publié par l'INSEE, qui est la référence pour les analyses départementales.

* Indicateur de chômage = DEFM A/Pop. Active 2021
Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.
Calculs des CVS-CJO infra-départementales : Dreets Bourgogne-Franche-Comté / SESE

Evolution des demandeurs d'emploi de Cat. A par territoire (données CVS-CJO)



Ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO	Catégories A, B, C	T4 2024	Var. (en %) sur		Plus de un an		
			1 Trim.	1 an	T4 2024	Var. (en %) sur	
						1 Trim.	1 an
	Château-Chinon	1 430	+2,1	+0,7	710	0,0	+2,9
	Cosne	2 560	-1,9	-1,9	1 220	+1,7	+6,1
	Clamecy	1 120	0,0	-1,8	570	+1,8	+5,6
	Nevers	6 960	+0,9	+0,6	2 860	+0,4	-1,0
	Nièvre	12 070	+0,3	-0,1	5 360	+0,8	+1,5

Les flux d'entrées et de sorties

Entrées en Cat. A, B, C		Sorties en Cat. A, B, C	
Nombre	Evol. (%) Trim.	Nombre	Evol. (%) Trim.
120	+9,1	110	-8,3
230	-4,2	240	+4,3
90	0,0	90	0,0
760	+1,3	720	-5,3
1 200	+0,8	1 160	-2,5

Note méthodologique :
La correction des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables (CVS-CJO) permet de rendre les évolutions pertinentes pour l'analyse conjoncturelle. Les coefficients de correction des variations saisonnières et des jours ouvrables sont estimés une fois par an pour la 1ère publication de l'année. Lorsque ces coefficients sont réestimés, les séries CVS-CJO sont révisées sur tout leur historique. La prochaine campagne d'actualisation des coefficients aura lieu en avril 2025.
En 2019, le périmètre géographique des « Territoires » a été révisé faisant suite à l'évolution récente de la géographie administrative des arrondissements, les données ici présentes portent donc sur ce nouveau découpage et ont été recalculées sur tout leur historique.

Activité partielle

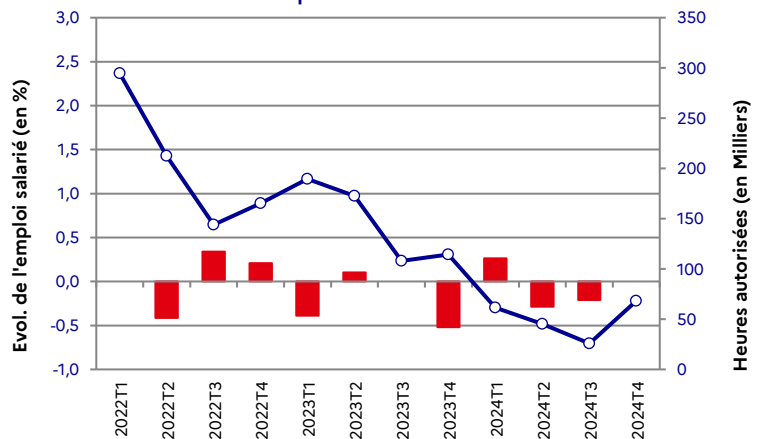
Données CJO*		Nièvre	
Heures autorisées		T3 2024	T4 2024
Nombre de demandes en cours		16	15
Volume d'heures autorisées		25 793	68 117
dont :	Agriculture	0	0
	Industrie	23 539	59 959
	Construction	0	105
	Commerce	0	5 000
	Services	2 254	3 053
Établissements autorisés		15	15
dont :	étabs de 50 sal. et plus	3	5
Nombre de salariés concernés**		392	615
Total heures autorisées 12 mois glissés		246 487	200 429

Source : DARES/Dreets BFC

* corrigées des effets des jours ouvrables

** en moyenne sur le trimestre

Activité partielle : heures autorisées



Evol. Trimestrielle de l'emploi salarié marchand (Insee-Accoss-Dares, données cvs)

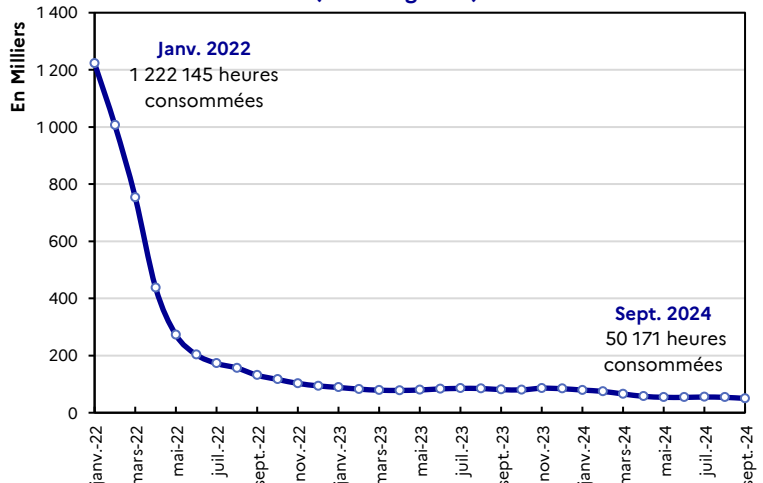
Données brutes		Nièvre	
Heures consommées		T2 2024	T3 2024
Nombre d'heures consommées*		15 058	7 086
dont :	Agriculture	0	0
	Industrie	11 521	5 809
	Construction	0	0
	Commerce	0	0
	Services	3 537	1 277
États ayant consommé des heures		15	11
dont :	états de 50 sal. et plus	4	1
Nombre de salariés concernés**		146	56
Total heures consommées 12 mois glissés		53 607	50 171

Source : DARES/Dreets BFC

* un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.

** en moyenne sur le trimestre

Activité partielle : évolution des heures consommées (12 mois glissés)



Avertissement : Les consommations d'activité partielle sont provisoires et susceptibles d'être révisées

Créations d'entreprises

Données brutes		Nièvre	
Créations d'entreprises		T4 2024	Evol./T4 2023
		(en %)	
Nombre de créations d'entreprises		450	-1,3
dont :	Entreprises individuelles	78	-11,4
	Micro-entrepreneurs	285	+1,4
	Sociétés	87	0,0
Cumul sur 12 mois glissés		2 015	+7,5
Nombre de créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs		165	-5,7
Cumul sur 12 mois glissés		716	+3,6

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Source : INSEE-REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

Avertissement :

Depuis la publication de janvier 2022, les créations d'entreprises sont calculées selon un dispositif rénové. Il en résulte un relèvement, en niveau, de l'historique des créations d'entreprises.

Pour en savoir plus : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6327330#documentation>.

Défaillances d'entreprises

Données brutes		Nièvre	
Ouvertures de procédures		T4 2024	Evol./T4 2023
		(en %)	
Nombre d'ouvertures de procédures		56	+47,4
dont :	Sauvegardes	s	s
	Redressements judiciaires	26	+550,0
	Liquidations judiciaires directes	30	-6,3
Nombre d'emplois menacés		101	-15,1
dont :	Agriculture	5	ns
	Industrie	8	-55,6
	Construction	36	+111,8
	Commerce	13	-60,6
	Services	39	-22,0
Total des ouvertures sur 12 mois glissés		160	+19,4

Source : Société ALTARES-BODACC/Traitement Dreets BFC-SESE

s : secret statistique

ns : non significatif

Effectifs salariés par secteur d'activité

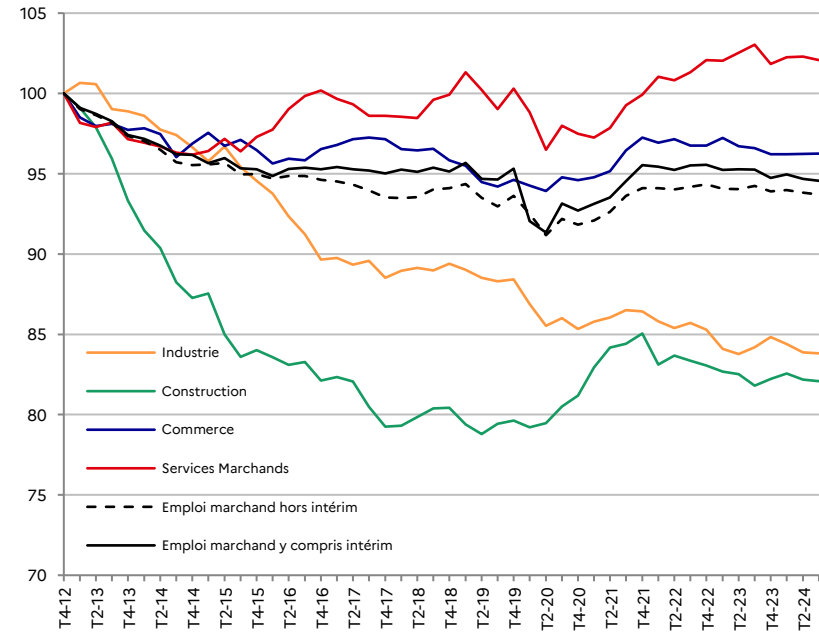
Avertissement :
 Les estimations trimestrielles d'emploi sont révisées sur le passé car elles bénéficient de plusieurs changements méthodologiques. Les alternants sont désormais inclus explicitement dans les statistiques d'emploi salarié. Pour en savoir plus :
https://www.insee.fr/fr/statistiques/documentation/Emploi_note_methodo_mai_2022.pdf

Nièvre 3 ^{ème} trimestre 2024 (Données CVS)	Emploi hors intérim					Emploi y compris intérim (1)				
	Nombre de salariés	Evolution				Nombre de salariés	Evolution			
		Trimestrielle		Annuelle			Trimestrielle		Annuelle	
		en nbre	en %	en nbre	en %		en nbre	en %	en nbre	en %
Agriculture	1 330	-20	-1,5	-20	-1,7	1 340	-20	-1,5	-40	-2,7
Industrie	8 450	-10	-0,1	-40	-0,5	9 270	-70	-0,8	-120	-1,3
Industrie agro-alimentaire	1 040	0	-0,0	+20	+2,4	1 170	+30	+2,8	+40	+3,6
Industries extractives, énergie, eau, déchets	810	0	+0,4	+10	+1,7	860	+10	+0,8	+10	+1,5
Equipements élec. électron. info., autres machines	840	+10	+0,8	+40	+4,7	890	-10	-0,8	+30	+3,6
Matériels de transport	930	0	+0,2	+10	+1,1	1 100	-20	-1,6	+40	+3,8
Autres (bois, métallurgie, plasturgie, pharmacie, ...)	4 820	-20	-0,4	-120	-2,5	5 260	-90	-1,6	-250	-4,5
Construction	3 190	0	-0,1	+10	+0,3	3 320	-20	-0,7	-20	-0,7
Commerce ; réparation auto.	8 340	0	+0,0	-30	-0,3	8 700	+80	+0,9	+10	+0,2
Services marchands	15 020	-30	-0,2	-140	-0,9	15 420	-30	-0,2	-130	-0,9
Transports et entreposage	4 030	+30	+0,7	+80	+2,1	4 180	+50	+1,2	+100	+2,5
Hébergement et restauration	2 170	+40	+1,8	+40	+1,8	2 190	+40	+1,8	+40	+1,8
Information et communication	310	-20	-4,9	-10	-4,5	310	-20	-5,1	-20	-5,0
Services financiers	1 230	-20	-1,6	-60	-4,5	1 230	-20	-1,5	-60	-4,3
Services immobiliers	430	0	-0,5	-30	-6,2	440	0	-0,8	-30	-6,9
Services aux entreprises	3 440	-10	-0,4	-150	-4,1	3 640	-40	-1,2	-160	-4,2
Services aux ménages	3 420	-50	-1,4	-10	-0,4	3 430	-40	-1,1	-10	-0,2
Services non marchands	26 580	+40	+0,1	+170	+0,6	26 660	+40	+0,1	+170	+0,6
Ensemble	62 910	-20	-0,0	-60	-0,1	64 710	-30	-0,1	-130	-0,2

Champ : emploi salarié total (marchand et non marchand)
 Source emploi : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee - Source Intérim : Dares, déclaration sociale nominative (DSN)
 Traitement : Dreet BFC- SESE
 (1) Il s'agit des effectifs intérimaires employés par les agences de travail temporaire du département qui sont affectés dans le secteur dans lequel ils effectuent leur mission. Cette mission peut être réalisée en dehors ou non du périmètre départemental. Cette définition permet notamment de faire le lien avec l'évolution du chômage.

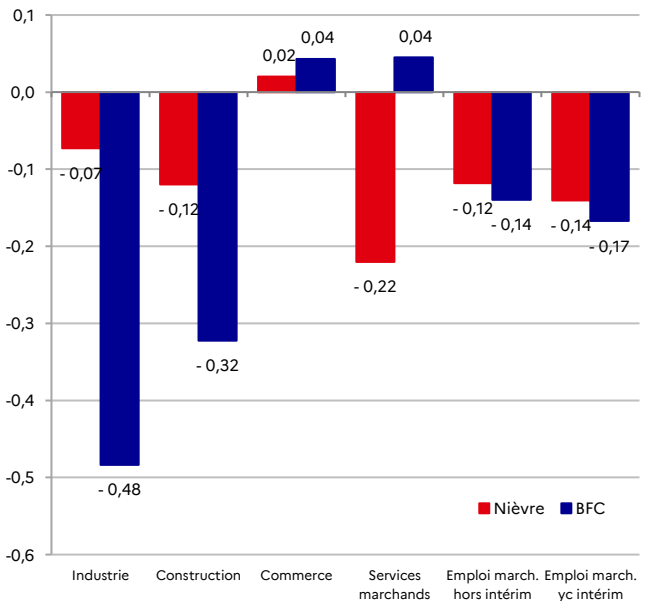
Evolution de l'emploi salarié marchand (hors agriculture)

• dans les secteurs d'activité du département
 (base 100 au 31/12/2012)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee.
 Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

• dans le département et au niveau régional
 (entre le 2^{ème} et le 3^{ème} trim. 2024, en %)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

Le recours à l'intérim

Le travail intérimaire par secteur d'activité utilisateur

Nièvre 3 ^{ème} trimestre 2024 (Données CVS)	Intérimaires en fin de trimestre ⁽¹⁾			Recours à l'intérim ⁽²⁾		Equivalent temps plein en moyenne sur le trimestre ⁽³⁾			Durée moyenne des missions ⁽⁴⁾	
	Nombre	Evolution		Taux (en %)	Evol. annuelle (en points)	Nombre	Evolution		au cours du trimestre (en semaines)	Evolution sur 1 an (en pt)
		Trim. (en %)	Annuelle (en %)				Trim. (en %)	Annuelle (en %)		
Agriculture	10	+6,4	-53,8	0,5	-0,7	.	.	.	1,3	-0,3
Industrie	830	-4,8	-7,8	8,9	-0,6	860	+1,2	-3,4	2,6	+0,2
Construction	130	+3,0	+3,0	3,9	+0,1	130	+18,2	0,0	2,8	-0,1
Commerce	130	+37,9	+2,1	1,6	+0,0	130	+8,3	-7,1	3,8	-0,7
Services	510	+2,4	+0,6	3,3	+0,0	540	-1,8	-3,6	0,9	+0,1
Ensemble	1 600	+0,6	-4,2	4,2	-0,2	1 660	+1,2	-4,0	2,0	+0,1

Note : Il s'agit des effectifs intérimaires présents dans les établissements utilisateurs du département, qu'ils résident ou non dans le département. Cette définition permet d'appréhender l'intérim comme un indicateur avancé de la situation économique des établissements du département et des grands secteurs d'activités.

(1) moyenne du nombre de contrat en cours pendant cinq jours ouvrés en fin de trimestre. L'effectif intérimaire est corrigé de la multi - activité.

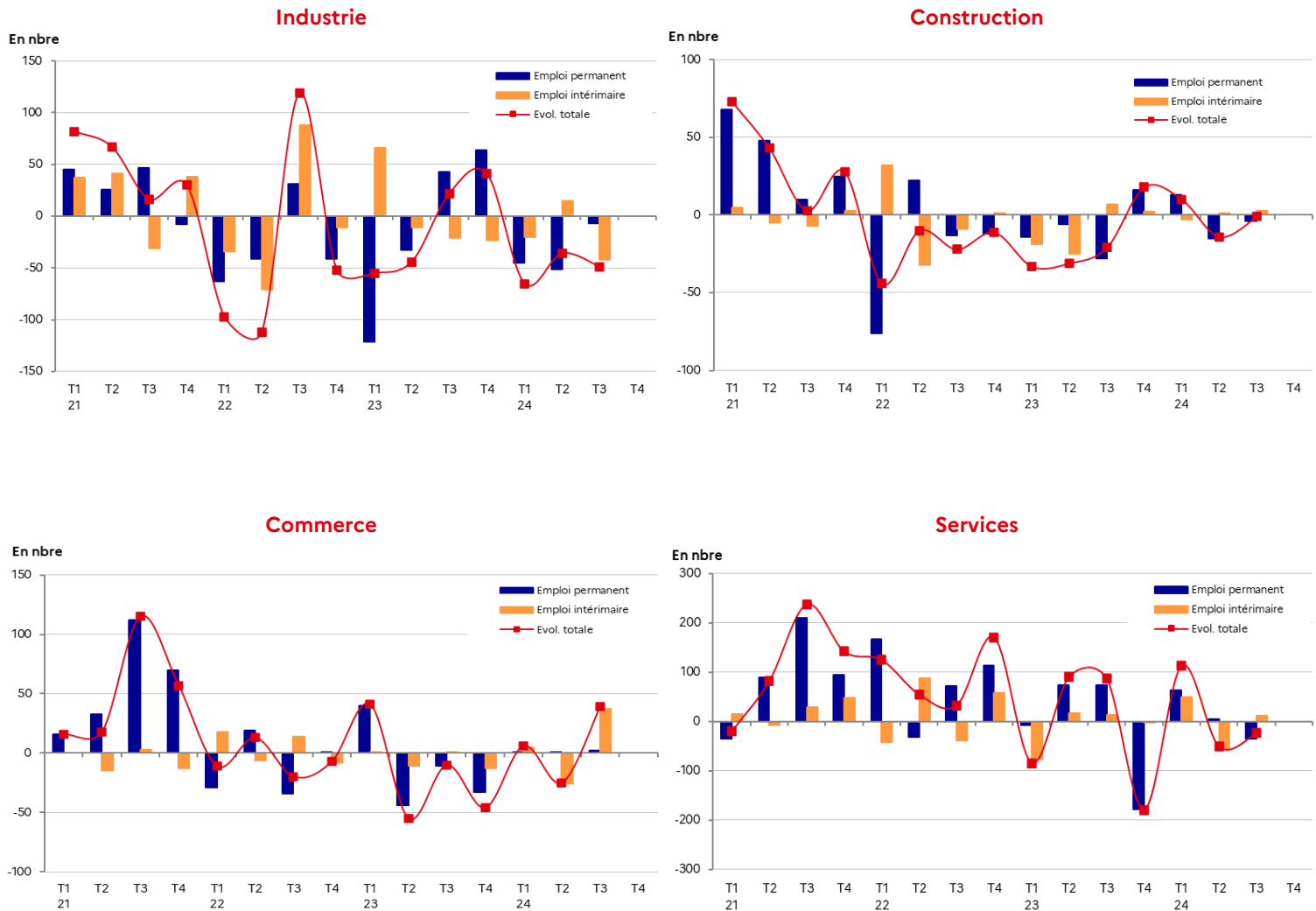
(2) le taux de recours à l'intérim désigne le rapport des intérimaires à l'emploi salarié (Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee) y compris intérim, en fin de trimestre.

(3) l'équivalent temps plein mesure un volume de travail en intérim en rapportant le nombre de semaines travaillées par les intérimaires au nombre de semaines ouvrées d'un trimestre. Il s'agit d'une moyenne sur le trimestre, contrairement au nombre d'intérimaires qui est en fin de trimestre.

(4) moyenne de la durée des missions dont la date de fin appartient au trimestre.

Sources : Dares, déclaration sociale nominative (DSN) et fichiers France Travail des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Evolution de l'emploi salarié et de l'intérim par secteur d'activité



Note : Ces graphiques représentent

- l'évolution de l'emploi salarié marchand (en nombre) --> courbe rouge
- et sa décomposition entre emploi permanent (hors intérim, bâton en bleu) et intérim mesuré à l'établissement utilisateur (bâton en orange)

Sources : Acooss-Urssaf/Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de France Travail des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Les Mouvements de Main-d'Œuvre

Nièvre	Industrie	Construction	Commerce	Services	Ensemble
3 ^{ème} trimestre 2024					
Embauches	692	461	1 919	10 165	13 237
Répartition en %	5,2	3,5	14,5	76,8	100,0
dont en % :					
CDD	68,1	69,4	76,3	89,2	85,6
< 25 ans	59,8	55,3	66,4	35,0	41,5
25 - 49 ans	30,5	31,7	22,4	42,8	38,8
50 - 54 ans	2,6	4,6	2,7	8,5	7,2
55 ans ou plus	5,1	5,2	7,6	12,9	11,5
Femmes	35,4	6,9	53,2	64,1	59,0
Sorties	631	467	2 023	10 662	13 783
Répartition en %	4,8	3,5	15,3	80,5	100,0
dont en % :					
Fins de CDD	55,5	55,5	69,6	84,3	79,9
dont CDD < 1 mois	19,7	14,3	45,3	79,8	71,9
Démissions	17,4	19,3	14,7	6,9	9,0
Licenciements économiques	3,2	0,9	0,1	0,6	0,6
Licenc. non économiques	11,3	7,5	6,4	2,7	3,8
Retraite	4,3	3,2	1,3	1,1	1,3
Ruptures Conventionnelles	2,7	5,6	1,2	1,0	1,2
< 25 ans	51,0	48,2	65,5	33,6	39,6
25 - 49 ans	33,1	34,9	22,5	42,8	39,1
50 - 54 ans	3,3	4,1	2,2	8,5	7,2
55 ans ou plus	12,4	9,9	9,1	14,3	13,3
Femmes	35,7	7,5	54,4	64,4	59,7

Source : Dares, MMO

Lecture : Au 3^{ème} trimestre 2024 parmi les embauches dans l'industrie 68,1 % sont des CDD. Les licenciements économiques représentent 3,2 % des sorties des salariés de l'industrie contre 0,6 % tous secteurs confondus

Les mouvements de main-d'œuvre (MMO) recensent l'ensemble des embauches et des fins de contrats de travail au niveau des établissements. Ils permettent de mesurer les entrées et les sorties selon le type de contrat, la durée des contrats et les motifs de sorties.

La source : les déclarations sociales nominatives (DSN)

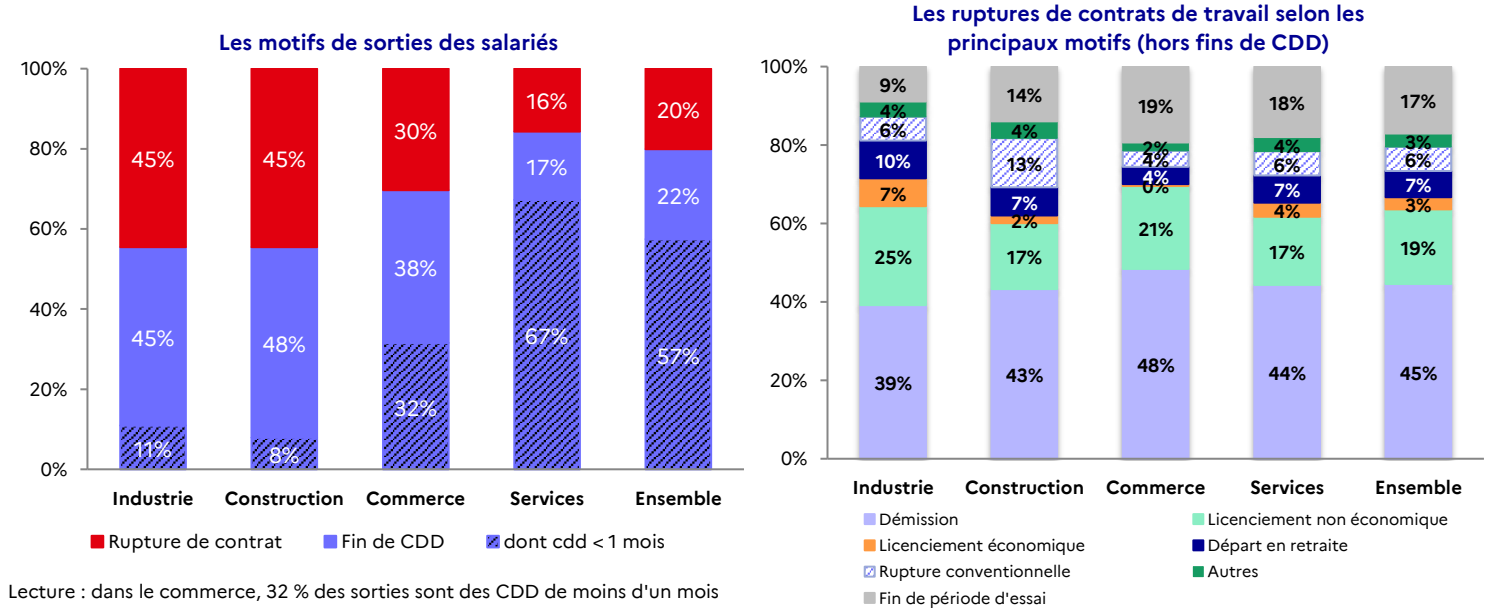
Le champ : établissements employeurs (1 salarié et plus) du champ privé hors agriculture, hors contrats intérimaires et hors particuliers employeurs

Précautions d'utilisation

L'écart entre les entrées et les sorties mesurées chaque trimestre via les mouvements de main-d'œuvre ne correspond pas à la variation trimestrielle issue des estimations d'emploi produites par l'Insee, en collaboration avec l'Acoss et la Dares (cf. rubrique "emploi salarié" de cette publication).

Pour en savoir plus :

<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/donnees/les-mouvements-de-main-doeuvre>



Lecture : dans le commerce, 32 % des sorties sont des CDD de moins d'un mois arrivés à terme.

Lecture : dans l'industrie, 39 % des contrats ont pris fin suite à une démission.

Nièvre	< 25 ans	25 - 49 ans	50 - 54 ans	55 ans ou plus	Femmes	Femmes de - de 25 ans
3 ^{ème} trimestre 2024						
Actifs en emploi (en %)	10,0	57,0	13,8	19,2	53,6	29,8
Embauches	5 497	5 132	951	1 520	7 814	3 182
dont en % :						
CDD	87,8	82,2	85,2	89,2	88,7	89,9
Sorties	5 453	5 388	986	1 835	8 228	3 203
dont en % :						
Fins de CDD	84,8	76,4	79,9	75,4	83,6	87,8
dont CDD < 1 mois	58,2	80,4	87,8	84,1	76,7	66,0
Démissions	7,3	12,1	9,4	4,4	7,5	6,1
Licenciements économiques	0,0	1,0	1,2	1,1	0,6	0,0
Licenc. non économiques	3,6	4,0	3,8	4,2	3,1	2,9
Retraite	0,0	0,0	0,0	10,1	1,4	0,0
Ruptures Conventionnelles	0,4	1,9	1,8	1,5	0,9	0,3

Source : Dares, MMO ; Insee-RP 2021, actifs en emploi de 15 ans ou plus (hors agriculture)

Lecture : parmi les personnes 55 ans ou plus nouvellement embauchées, 89,2 % ont signé un CDD.

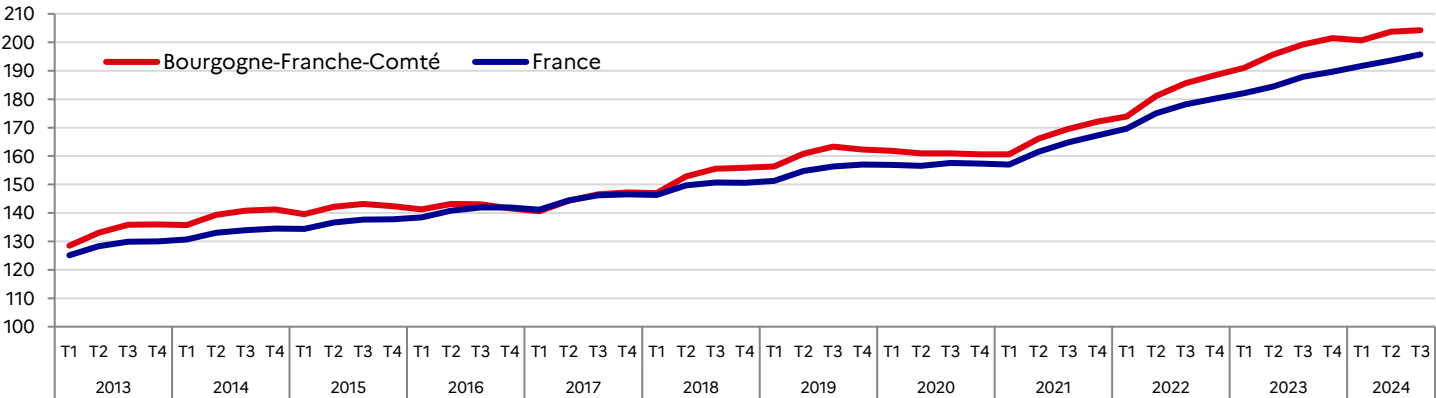
Nombre de travailleurs frontaliers dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

3 ^{ème} trimestre 2024	Actifs occupés RP 2021	Emploi salarié (y compris intérim)					Travailleurs frontaliers (vers la Suisse)				
		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle	
					en nbre	en %				en nbre	en %
Côte d'Or	250 359	224 350	22,5	+0,6	+2 820	+1,3	262	0,5	+4,0	+37	+16,4
Doubs	254 900	199 310	20,0	-0,3	+330	+0,2	34 062	70,7	-0,0	+666	+2,0
Jura	116 590	88 170	8,8	+0,3	-200	-0,2	7 842	16,3	+0,1	+152	+2,0
Nièvre	80 648	64 710	6,5	-0,1	-130	-0,2	24	0,0	-7,7	+6	+33,3
Haute-Saône	104 664	69 120	6,9	-0,3	-510	-0,7	827	1,7	+2,6	+85	+11,5
Saône-et-Loire	238 264	191 930	19,3	+0,2	+280	+0,1	238	0,5	-0,8	+2	+0,8
Yonne	145 199	109 820	11,0	+0,0	-150	-0,1	39	0,1	+14,7	+13	+50,0
Territoire de Belfort	64 290	48 990	4,9	-0,3	-270	-0,5	4 853	10,1	+2,1	+213	+4,6
BFC	1 254 913	996 400	100,0	+0,1	+2 160	+0,2	48 147	100,0	+0,3	+1 174	+2,5

Sources : INSEE - RP 2021; Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee (données CVS) ; Office Fédéral de la Statistique

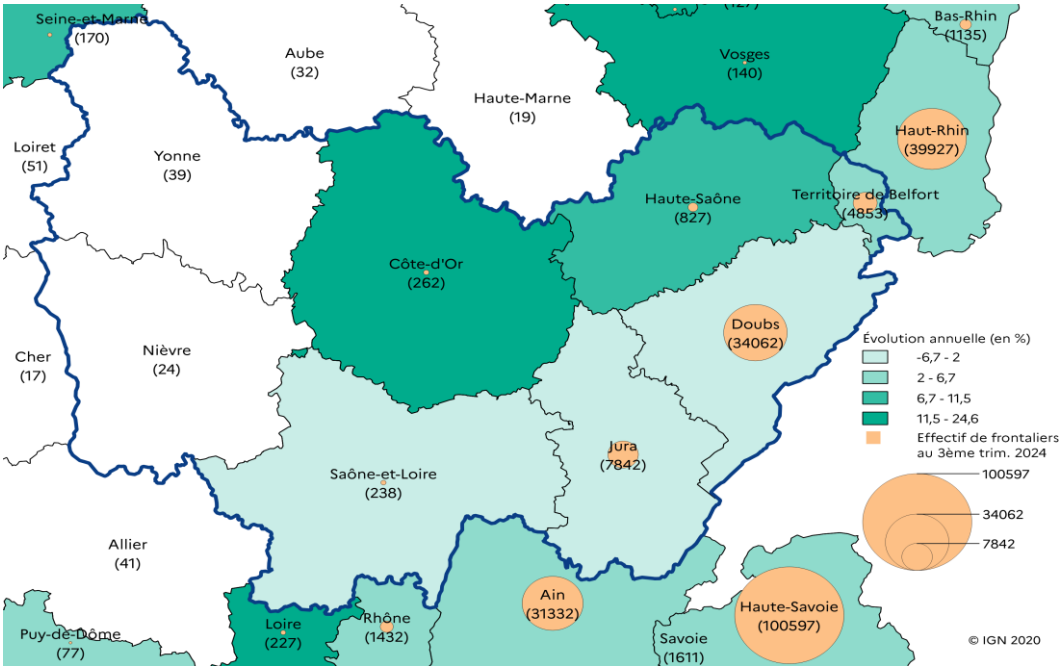
Evolution du nombre de travailleurs frontaliers résidant en Bourgogne-Franche-Comté ou en France et travaillant en Suisse

(Indice base 100 au 1er trim. 2008)



Source : OFS

Travailleurs frontaliers (vers la Suisse) en volume et en évolution sur un an



Lecture : L'emploi frontalier vers la Suisse a augmenté de +2,0 % dans le Doubs. Ce département comptabilise 34 062 travailleurs frontaliers vers la Suisse.
Champ : Départements pour lesquels l'emploi frontalier vers la Suisse est supérieur à 100 personnes.
Source : Office Fédéral de la Statistique

Les contrats aidés, l'alternance et l'insertion

Les entrées dans les dispositifs

Données provisoires	Nièvre			BFC
	T3 2024	Cumul 2024	Var.(%)/ cumul 23	Var.(%)/ cumul 2023
Contrats aidés (prescriptions) :				
PEC dont :	59	123	-35,3	-33,9
jeunes	24	48	-40,7	-36,9
seniors	11	29	-32,6	-26,5
bénéficiaires RSA	18	35	+6,1	-17,6
DELD	30	60	-34,8	-33,7
TH	11	25	-26,5	-29,7
résidents QPV	5	11	+10,0	+2,8
résidents ZRR	32	80	-35,0	-41,5
éducation nationale	13	14	-17,6	-21,9
CIE Jeunes	s	24	-74,7	-75,2
Mesures d'accompagnement (au 4T 2024) :				
PACEA	261	763	-9,6	-2,7
dt résidents QPV	21	59	-25,3	+8,1
CEJ*	224	1 004	-2,0	-7,1
Aides à l'embauche (au 4T 2024) :				
Emplois Francs**	6	26	+4,0	+2,3
Alternance :				
Contrat apprentissage (au 3T2024)				
- secteur public	48	55	+10,0	+4,5
- secteur privé	1 277	1 435	-5,4	+0,4

* Depuis le 01/03/2022, date de début du dispositif. s : secret statistique
** Données arrêtées à la semaine 52

Les entrées dans l'Insertion par l'Activité Economique

Données provisoires	T2 2024	Cumul 2024	Var.(%)/ cumul 2023
Côte d'Or	437	767	-5,7
Doubs	477	938	+4,7
Jura	294	559	-1,8
Nièvre	222	385	-13,9
Haute-Saône	219	376	+11,9
Saône-et-Loire	382	831	-8,4
Yonne	380	731	-6,8
Territoire de Belfort	154	269	+13,0
BFC	2 565	4 856	-2,7

Sources des tableaux :
Entrées :
PEC (Parcours Emploi Compétence), CIE Jeunes, Emplois Francs : DGEFP
CEJ (Contrat d'engagement jeune) : DGEFP
PACEA (Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie) : ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de Bourgogne-Franche-Comté, i-milo et DGEFP
Contrat d'apprentissage : DARES-Système d'information sur l'apprentissage (SIA)
IAE : ASP, traitement Dares
Stock :
PEC : DARES
PACEA et CEJ : ARML de Bourgogne-Franche-Comté
IAE : ASP, traitement Dares

Les salariés présents dans les dispositifs

Moyenne trimestrielle Données provisoires	Nièvre		BFC
	T4 2024	Var.(%)/ trim. année précédente	Var.(%)/ trim. année précédente
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :			
PEC	124	-8,8	-13,3
Mesures d'accompagnement :			
PACEA	604	-35,1	-20,1
CEJ*	466	-6,0	-4,7
IAE (au 2T 2024)	656	-0,4	+0,5

▶ De nombreuses mesures existent pour encourager l'emploi à destination des entreprises ou des personnes en difficulté et les dispositifs présentés ici n'en représentent qu'une partie.

Il est d'usage de distinguer :

✓ Les dépenses ciblées en faveur du marché du travail pour assurer le financement des services assurés par les organismes destinés aux chômeurs (France Travail, Missions locales...), la formation professionnelle, les contrats aidés, les mesures à destination des travailleurs handicapés, les aides à la création d'entreprise pour les chômeurs, l'indemnisation du chômage...

✓ Les dépenses générales en faveur de l'emploi qui ne s'adressent pas spécifiquement à des personnes en difficulté sur le marché du travail mais le plus souvent à des entreprises à travers la réduction du coût du travail par des allègements de cotisations sociales ou fiscaux.

Les dépenses sociales à la lisière des politiques d'emploi qui comportent une dimension "d'activation" peuvent compléter ces politiques (RSA, AAH)

En 2021, la dépense pour l'emploi en France a été de 183 milliards (soit 7,3 points de PIB), dont 80 milliards consacrés aux mesures d'allègement/exonération ou d'aide à l'emploi des personnes vulnérables, 61 milliards aux allocations chômage ou d'activité partielle, 24 milliards à la formation professionnelle, 10 milliards à l'incitation à l'activité et 6 milliards pour l'accompagnement des personnes en recherche d'emploi.

[Les dépenses en faveur de l'emploi et du marché du](#)

Les prestations de solidarité et d'insertion

Nombre de foyers allocataires dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

3 ^{ème} trimestre 2024 <i>données brutes provisoires</i>	RSA		Prime d'activité		AAH		ASS (au 2T 2024)	
	Nbre de foyers	Evol.	Nbre de foyers	Evol.	Nbre de pers.	Evol.	Nbre de pers.	Evol.
	bénéficiaires*	annuelle	bénéficiaires*	annuelle	bénéficiaires*	annuelle	bénéficiaires*	annuelle
Côte d'Or	9 773	+2,5	38 597	+0,8	9 180	+4,4	1 367	-5,7
Doubs	12 580	+1,7	33 140	-1,0	10 493	+1,7	1 473	-5,2
Jura	3 437	+0,2	15 617	-0,4	5 560	+2,3	533	-11,1
Nièvre	5 703	+1,1	13 743	-0,7	6 523	+2,3	700	-1,9
Haute-Saône	4 030	+3,3	15 337	+0,6	6 060	+8,1	833	-6,0
Saône-et-Loire	9 447	-4,5	36 863	-0,7	12 850	+4,7	1 643	-8,9
Yonne	8 683	+0,1	23 183	-0,2	7 887	+1,4	1 040	-8,0
Territoire de Belfort	4 127	-2,1	9 560	-0,3	2 750	+8,3	593	-1,7
BFC	57 780	+0,2	186 040	-0,2	61 303	+3,7	8 183	-6,4

* Moyenne trimestrielle.

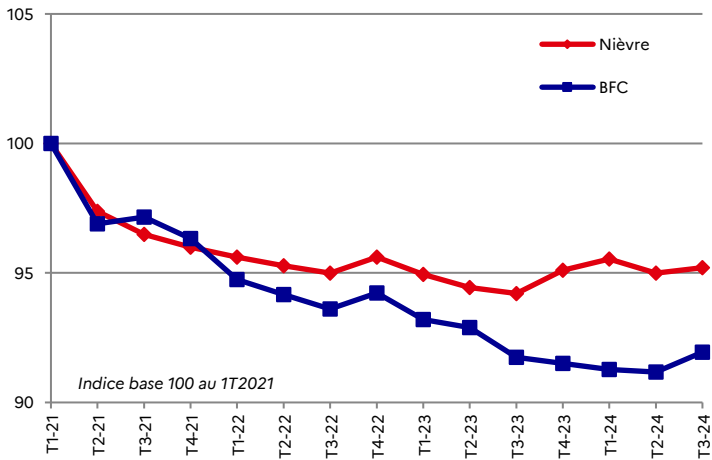
- **RSA (Revenu de Solidarité Active) et prime d'activité :**
Champ : France, tous régimes (Cnaf et MSA). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire pour les données de la Cnaf et sur son lieu de résidence pour les données de la MSA.

- **AAH (Allocation aux Adultes Handicapés) :**
Champ : France, Cnaf (97 % des allocataires de l'AAH relèvent des Caf). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire.

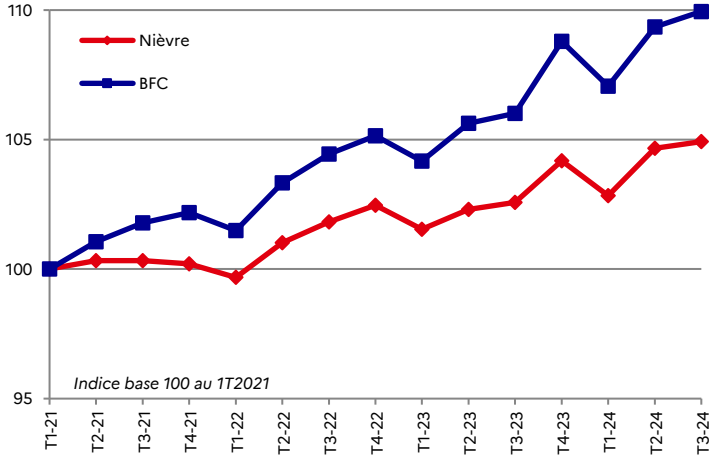
- **ASS (Allocation de Solidarité Spécifique) :**
Champ : France. La localisation géographique s'appuie sur le lieu de résidence de l'allocataire.

Sources : Cnaf, Allstat FR6 et FR2, traitements DREES ; MSA ; France Travail, FNA.

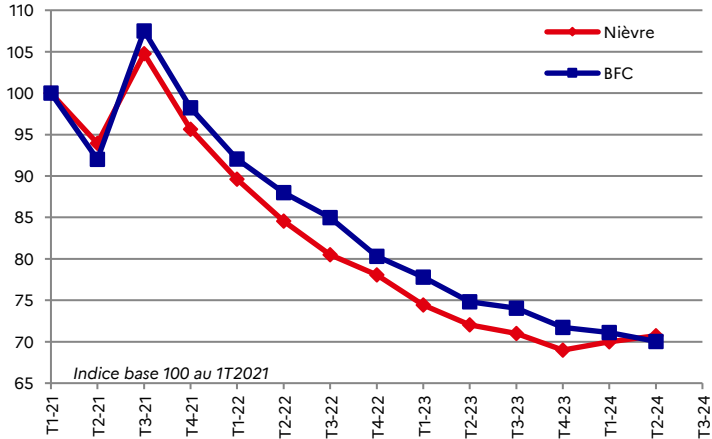
Nombre de foyers bénéficiaires du RSA



Nombre d'allocataires de l'AAH



Nombre d'allocataires de l'ASS



Nombre de foyers bénéficiaires de la prime d'activité

